

Vers un nouveau paradigme de gouvernance mondiale

Article initialement paru dans 'The Cadmus Journal' » le 11 Mai 2019

[Fadwa El Guindi](#)

Résumé

L'article présente une analyse critique de l'ordre existant du mondialisme, qui impose des valeurs et des constructions occidentales à l'univers humain. Cela conduit à son tour à des résultats négatifs. Ce qui produit des tensions, des guerres, des conflits et des divisions raciales et culturelles. Alternativement, cette analyse rassemble des idées de la vision égyptienne ancienne de l'ordre mondial et de la stabilité universelle avec des modes de gouvernance expérimentaux contemporains, tels que représentés par le modèle égyptien post-révolution (2011-2013). Le type innovant de gouvernance qu'incarne le modèle est né de l'identité historique de l'Égypte, du caractère national des Égyptiens et du tissu sociétal unique de diversité intégrée qui rejette l'extrémisme et les modèles imposés par l'Occident. Cet article fait également appel à quelques idées sur les conceptualisations de la gouvernance en provenance de Chine, pour proposer une voie hors du commun et une nouvelle voie paradigmatique.

Cet article propose un nouveau paradigme de et pour la gouvernance, à l'échelle nationale et mondiale. Il s'appuie en grande partie sur l'analyse de l'expérience récente en Égypte après la révolution en deux phases (2011-2013), au cours de laquelle un mouvement populaire non violent du peuple a renversé deux présidents, l'ancien président Moubarak et l'ancien président Morsi, en l'espace de deux ans. La destitution de ces présidents, désapprouvés par la majorité de la population, était la revendication centrale du peuple. Des millions de personnes sont restées dans les rues, en particulier sur la place Tahrir au Caire, jusqu'à ce que leur demande soit satisfaite.

En plus des idées dérivées de l'expérience naissante de l'Égypte en matière de gouvernance, d'autres idées provenant de diverses sources ont été intégrées pour proposer une base à la formulation d'un nouveau modèle de gouvernance qui combine les dimensions mondiales, nationales et locales. Le paradigme intègre les critères analytiques d'une manière nouvelle.

Ces idées et d'autres ont récemment été présentées lors de la table ronde qui s'est tenue au siège de la Banque Mondiale, à Washington, D.C., les 5 et 6 novembre 2018.*

Cette table ronde† a été parrainée par l'Académie Mondiale des Arts et des Sciences et le Consortium Universitaire Mondial dans le but d'explorer « les défis et les opportunités de gouvernance générés par le lien complexe de forces ayant un impact sur les aspirations humaines à la liberté et au développement, à la paix et à la sécurité, à l'emploi et à l'égalité, au progrès technologique, à l'accès à l'éducation et à l'information, à l'immigration et au multiculturalisme, à la stabilité et la sécurité écologiques dans des sociétés qui se mondialisent rapidement aujourd'hui. Un accent particulier a été mis sur l'état de droit, la gouvernance et la participation du public pour la réalisation des objectifs de développement durable des Nations Unies.

« [L'ancienne vision] embrassait une vision du monde qui est un tout intégré, rassemblant des éléments spécifiques pour tisser un paradigme de gouvernance, un paradigme plus respectueux des gens et qui invoque un équilibre, une vision du monde saine qui inspire la population à vivre et à travailler pour un avenir prometteur. »

Certains aspects du nouveau paradigme proposé dans cet article sont issus de deux présentations spécifiques faites lors de la table ronde. Les deux sessions ont mis l'accent sur la composante « personnes » et sur le développement et la gouvernance participatifs. C'est précisément l'élément sur lequel se concentre le nouveau paradigme proposé.

1. Stabilité versus chaos

La notion de stabilité a été utilisée et abusée par différents dirigeants. Dans le cas de l'ancien président Moubarak, qui a « régné » en Égypte pendant plus de trois décennies, il s'est autoproclamé président à vie et préparait son fils à devenir « héritier » d'une République qui a renversé sa monarchie lors d'une révolution majeure en 1952. Il a été évincé par le peuple en 2011. Au cours de son règne, Moubarak a tenté de donner un visage bienveillant à la « stabilité », qui se résumait en réalité à des mesures de répression brutales de la sécurité et à une force policière excessive montée contre les civils dans le but de contrôler la population. Il considérait que cela produisait de la stabilité – une forme de stabilité qui recourt au contrôle de la population et à l'exploitation des ressources d'une nation pour son propre bénéfice ; Ce n'est pas la stabilité que les gens recherchent.

2. Le chaos

Dans une publication récente (El Guindi, 2018), j'ai décrit la révolte populaire égyptienne en ces termes : « les gens en avaient assez des 30 ans de règne du président Moubarak qui s'est installé comme président à vie avec son fils corrompu comme « héritier » non élu, un règne de corruption sans précédent, de pauvreté et d'abus des ressources égyptiennes. Un cercle proche de Moubarak s'enrichissait, les gens s'appauvrirent de plus en plus, les institutions étaient progressivement démantelées, l'État de droit s'effondrait, il y avait une brutalité ouverte de la part des forces de police (approuvées au sommet), et ainsi de suite. » (El Guindi, 1982 ; 1986 ; 1993).

Maintenir la population pauvre et sous contrôle, telle était la vision de la stabilité de l'ancien président Moubarak. Il était clair pour les observateurs que les Égyptiens avaient perdu toutes leurs libertés et toutes leurs formes d'expression au cours de cette période. Ils étaient visiblement déprimés. La productivité était à son plus bas. La corruption à tous les niveaux a suivi le modèle de l'élite dirigeante qui exploitait ouvertement les ressources égyptiennes. Elle était profonde et traversait toutes les couches de la société. Les travailleurs non qualifiés auraient pu faire une déclaration comme : « Je fais des affaires, de l'import-export », alors qu'ils sont en fait engagés dans des transactions économiques illégales, des pots-de-vin, du trafic de drogue, du trafic d'organes corporels, de l'esclavage sexuel, de la maltraitance d'enfants, etc. Ces actions semblaient justifiées à la lumière des violations plus importantes commises par le gouvernement et l'élite dirigeante. Il y avait deux sortes de vols : les gros vols et les petits vols. Travailler pour gagner sa vie s'est dévalorisé. Les gens n'ont pas obtenu l'argent qu'ils voulaient. Des taux de salaire plus bas ne leur donnaient pas de « prestige ». La loi et l'ordre ont été exploités contre le peuple plutôt que d'être déployés pour le bien général des mœurs et des

transactions disciplinées. Si l'on peut mesurer le moral d'une nation à l'état d'esprit de son peuple, c'était une période où les Égyptiens avaient une très faible estime d'eux-mêmes. C'est différent aujourd'hui. Il y a un optimisme émergent et un sentiment de renouveau visibles dans toute l'Égypte, à la fois dans le comportement des gens et dans le rythme du changement et du développement dans tout le pays.

« Il y a un besoin urgent d'ouvrir nos pensées et nos cœurs, sans aucune sorte de préjugés préconçus, à des idées et à des modèles qui fonctionneraient pour le bien-être général de notre monde social et de notre planète physique. »

Mais cette approche de la « stabilité », adoptée par Moubarak, s'est avérée être la mauvaise voie pour construire des nations et inculquer la confiance et l'estime de soi aux gens. Le peuple a donc réagi fortement. Une voie égyptienne alternative vers la « stabilité » avait émergé il y a des millénaires à l'époque de la construction de l'État dans l'Égypte ancienne, et réapparaît sous une forme contemporaine aujourd'hui. Tout d'abord, analysons l'ancienne vision. Il a adopté une vision du monde qui est un tout intégré, rassemblant des éléments spécifiques pour tisser un paradigme de gouvernance, un paradigme plus respectueux des gens et qui invoque un équilibre, une vision du monde saine qui inspire la population à vivre et à travailler pour un avenir prometteur.

3. Équilibre et stabilité

Selon les normes de l'Égypte ancienne, le monde d'aujourd'hui serait considéré comme étant dans un état « gouverné » par l'Isfet, c'est-à-dire un état de chaos. Il y a un mécontentement parmi les populations dans une grande partie de l'Europe et des États-Unis. Des questions se posent quant à savoir si la « démocratie » fonctionne pour gérer le paysage politique national. D'autres s'interrogent sur la légitimité des actions unilatérales des pays dominants qui déstabilisent d'autres pays (par exemple, les Balkans, l'Irak, la Syrie, la Libye et le Yémen).

Les mesures unilatérales sanctionnant des nations subjectivement considérées comme "ennemies", imposant ainsi des restrictions économiques qui étranglent les moyens de subsistance, ne sont plus tolérées. Le changement de régime, la reconstruction et la déstabilisation de nations le long de lignes de faille ethniques ou sectaires sont arrogants et ne devraient pas faire partie de la coopération mondiale. La remise en cause de l'autorité de l'organisation mondiale des Nations unies et de ses filiales pour maintenir l'ordre et arbitrer les conflits, et de la Cour mondiale pour maintenir la justice, a déstabilisé l'ordre mondial. La mondialisation a transformé le capitalisme d'entreprise en une bête sauvage dévorant la vie des gens au lieu de servir les populations et de leur permettre d'avoir une vie de qualité. Encore et encore, des projets d'entreprises utilisent l'eau douce des populations pour des raisons mercantiles (voir les femmes courageuses de Bosnie), l'accès aux soins de santé, l'accès à l'éducation, la nourriture saine (El Guindi, 2014), etc. Les femmes bosniaques ont essayé de sauver leur eau douce face aux barrages financés et gérés par des entreprises qui détournent des populations locales des cours d'eau douce sans danger pour l'environnement qui sont à la base de leur subsistance.

Les attitudes eurocentriques, souvent racistes, à l'égard des nations émergentes sont profondément ancrées. Il y a de l'arrogance à juger les traditions culturelles des autres (El Guindi, 2006) et leurs religions (El Guindi, 1998 ; El Guindi, 2003 ; El Guindi, 2008) et les besoins et le territoire des autres peuples (El Guindi, 2005), comme inférieurs à ceux de l'Europe. Il y a aussi l'antagonisme idéologique à l'égard des visions venant de Chine. Il y a un

besoin urgent d'ouvrir nos pensées et nos cœurs, sans aucune sorte de parti pris préconçu, à des idées et des modèles qui fonctionneraient pour le bien-être général de notre monde social et de notre planète physique.

Les événements récents et qui se poursuivent à Paris en novembre-décembre 2018, les Gilets jaunes, sont clairement le mécontentement économique dans un pays qui a favorisé les riches en toute impunité, les exonérant d'impôts, tout en taxant inégalement et excessivement les travailleurs. L'annonce récente en France de l'instauration d'une taxe sur les carburants plus élevée a été l'élément déclencheur. Le mécontentement existait déjà. La forte réaction de la population et la violence qui s'ensuivit dans les rues de Paris firent pression sur Le Président pour qu'il fasse marche arrière et annule le projet de taxe sur les carburants. C'était trop peu, trop tard. Le mouvement avait commencé et ne pouvait pas être réduit à une taxe sur les carburants.

Certains observateurs ont utilisé l'analogie d'un pansement pour décrire la tentative du Président Macron d'étouffer la vague de colère. Le président français a ouvertement promu le "mondialisme". Selon un article de l'Associated Press, "[L]e président français Emmanuel Macron s'est imposé il y a plus d'un mois comme le porte-drapeau du mondialisme. Dans un discours prononcé devant 60 dirigeants mondiaux à l'Arc de Triomphe, il a fait l'éloge des Nations Unies et a déclaré que le nationalisme était la "trahison" du patriotisme. Récemment, des gaz lacrymogènes et des pavés ont volé dans le même quartier de Paris lorsque des manifestants ont saccagé le monument emblématique et exigé que le gouvernement de M. Macron, en difficulté, retire son projet d'augmentation de la taxe sur les carburants. Pour la première fois de sa présidence, il a fait marche arrière." § Les manifestations du peuple français réclamant la justice sociale ont contraint le président à proposer quelques réformes économiques : une augmentation de 100 euros du salaire minimum financée par l'État à partir du début de la nouvelle année ; la suppression des impôts sur la rémunération des heures supplémentaires en 2019 ; la demande faite aux entreprises commerciales d'accorder aux travailleurs des primes de fin d'année exonérées d'impôts ; la suppression d'une hausse d'impôt sur les petites retraites, en reconnaissant qu'elle était "injuste".

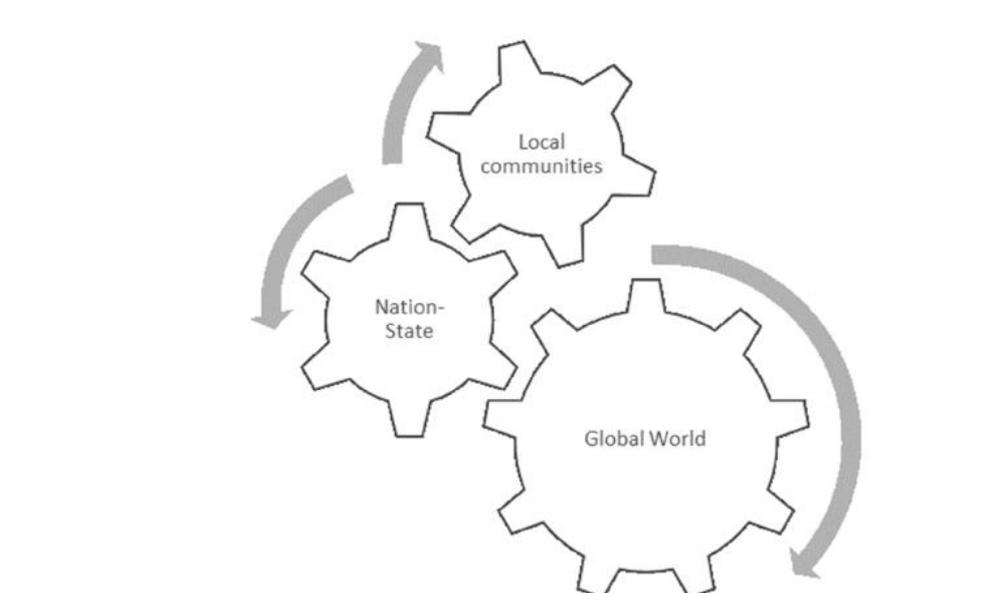
Je soutiens que le mondialisme est insensible aux gens et à leurs besoins. Il ne peut pas être adopté comme modèle de gouvernance mondiale. C'est le « mondialisme » contre la justice sociale. Associer le mondialisme à la démocratie libérale est fondamentalement erroné. Mais la résolution de la situation ne peut pas se faire correctement en ajoutant ou en supprimant des éléments tout en laissant le « modèle » intact. Elle appelle à un nouveau paradigme. La vision du monde de l'Égypte ancienne consiste en une vision qui intègre la moralité-justice-vérité (la plume), la gouvernance (le sceptre), la nature-culture-genre-cosmologie-vie animale (ankh = vie), afin d'atteindre l'équilibre dans l'ordre humain. C'est avec un tel équilibre des forces que la stabilité est atteinte.

4. L'Égypte d'aujourd'hui

Je résume à l'aide d'un graphique, voir figure 1, le modèle de gouvernance suivi en Égypte aujourd'hui, après la révolution en deux phases (2009-2013), dans une expérience qui a maintenant six ans. Ce modèle intègre les dimensions globales, nationales et locales. Il vise à placer la composante humaine au centre. Il prend en considération le contexte historique, culturel et social de l'Égypte. Le nouveau modèle actuel mis au point par le gouvernement actuel peut être qualifié de modèle d'État-nation mondialisé s'engageant dans des partenariats bilatéraux qui est représenté dans la figure 1 sous la forme d'un graphique radial reliant la nation

au monde global, et incluant les communautés locales et le facteur humain par le biais d'initiatives qui émergent des besoins de la population. Dans ce modèle, l'État-nation reconnaît les sphères mondiales (développement économique et médias sociaux) et les institutions mondiales existantes (telles que les Nations Unies et la Cour Internationale). Il cherche à renforcer, et non à affaiblir, les institutions mondiales qui fonctionnent comme une surveillance : la médiation, la paix, la justice, la protection des personnes et de leur patrimoine. Les partenariats bilatéraux sont marqués par l'intérêt mutuel et le respect mutuel.

Figure 1 : Une analyse graphique du modèle expérimental actuel de gouvernance de l'Égypte, combinant les dimensions globales, locales et nationales, le facteur humain étant au cœur de la gouvernance locale



5. À quoi ressemblerait un nouveau paradigme de gouvernance mondiale ?

Il est instructif d'examiner la vision chinoise de la gouvernance mondiale. Le président chinois Xi Jinping a récemment réaffirmé que la « communauté de destin commun » de la Chine était au cœur de l'avenir de l'ordre international. Celui-ci s'appuie sur le nouveau livre qu'il a publié en octobre 2018 sur le thème « communauté de destin commun pour l'humanité » (Tobin, décembre 2018). Sa traduction officielle en anglais est « communauté de destin partagé pour l'humanité ».

Les observateurs pourraient y voir une indication des intentions stratégiques de Pékin et de l'approche de la Chine sur des questions de politique étrangère aussi diverses que le commerce, le changement climatique, les cyberopérations et la coopération en matière de sécurité.

Tobin précise : « La phrase exprime en quelques mots la vision à long terme de Pékin pour transformer l'environnement international afin de le rendre compatible avec le modèle de gouvernance de la Chine et son émergence en tant que leader mondial. » Les responsables chinois indiquent clairement que le concept est devenu central dans le cadre de la politique étrangère et de la stratégie nationale globale de Pékin.

Tobin poursuit en affirmant que, selon le chef de la diplomatie chinoise, Yang Jiechi (août 2018), « la création d'une communauté de destin pour l'humanité est l'objectif global du travail de la Chine en matière d'affaires étrangères dans la nouvelle ère. La voie à suivre pour construire la communauté, a-t-il noté, est l'établissement d'un « nouveau type de relations internationales » qui soutient, plutôt que de menacer, le renouveau national de la Chine et promeut la construction d'une communauté de destin commun. Xi Jinping n'a pas inventé l'expression (qui était déjà utilisée par son prédécesseur Hu Jintao), ni n'en a formulé les principes fondamentaux, mais il a réussi à en faire une marque de fabrique de sa diplomatie, ce qui a été reconnu par les médias d'État chinois qui ont crédité Xi de l'avoir introduite en tant que concept mondial en 2013 à Moscou, lors de son premier voyage international en tant que président.

Les aspirations exprimées dans cette vision ont été exprimées par les dirigeants chinois depuis les premiers jours de la République populaire. En 1954, le Premier ministre Zhou Enlai a proposé lors de réunions avec l'Inde les « Cinq principes de la coexistence pacifique » : le respect mutuel de l'intégrité territoriale et de la souveraineté, la non-agression mutuelle, la non-ingérence mutuelle dans les affaires intérieures, l'égalité et la coopération, et la coexistence pacifique. Le « nouveau concept de sécurité » du président Jiang Zemin à la fin des années 1990 faisait écho aux Cinq Principes et rejetait « l'ancien concept de sécurité basé sur des alliances militaires et l'accumulation d'armements ».

Dans le même ordre d'idées, le président Hu a proposé de construire un « monde harmonieux » dans son discours de 2005 aux Nations Unies. Hu Jintao a affirmé les concepts de ses prédécesseurs et a appelé à des réformes pour donner aux pays en développement une plus grande voix dans la gouvernance mondiale. Chacune de ces propositions reflète les objections de longue date de la Chine aux caractéristiques de l'ordre international actuel, y compris les alliances de sécurité dirigées par les États-Unis, la superpuissance militaire et les normes démocratiques.

Le président chinois Xi Jinping est toutefois allé au-delà de ses prédécesseurs pour promouvoir sa vision de la transformation de la gouvernance mondiale. Pour Xi Jinping, la puissance nationale croissante de la Chine signifie que Pékin a une plus grande capacité – et fait face à une plus grande urgence – à réaliser ses aspirations de longue date. En juin 2018 (lors d'une conférence centrale de travail sur les affaires étrangères), Xi Jinping a appelé la Chine à « prendre une part active dans la réforme du système de gouvernance mondiale ». Auparavant, lui et ses prédécesseurs avaient appelé plus modestement la Chine à « participer activement » aux réformes de la gouvernance mondiale. M. Xi a lié son exhortation à sa vision de la construction d'une communauté de destin.

Compte tenu de la différence d'échelle, l'Égypte expérimente également une vision non idéologique qui s'appuie sur sa vision du monde millénaire, adaptée aux temps modernes et à sa position géopolitique dans le monde global. Le président égyptien Sissi a résumé la vision de l'Égypte aux Nations Unies en 2018. Il donne la priorité à la sécurité plutôt qu'au terrorisme, qui est en fait une menace décroissante, mais toujours existante, pour l'existence même de

l'Égypte et la sécurité de son peuple. La figure 2 est une représentation graphique du modèle expérimental contemporain de gouvernance de l'Égypte.

Figure 2 : Représentation graphique du modèle expérimental contemporain de gouvernance de l'Égypte



Mais la sécurité obtenue par la construction d'une armée et d'une marine fortes n'est pas toute l'histoire. L'Égypte énonce parmi ses principes l'intégration entre la force nationale, en s'appuyant sur une identité égyptienne très forte au sein de sa population, le développement durable, en mettant l'accent sur l'élément humain, le marché mondial et l'investissement, reliant ainsi dans son modèle les dimensions nationales, globales et locales. Elle reste active dans le monde et sur le marché mondial par le biais de ce que je décris comme des « partenariats bilatéraux radiaux » plutôt que des coalitions militaires. Sa vision est plus modeste que celle de la Chine, bien que l'élément d'harmonie doive être considéré sérieusement. L'Égypte déclare qu'elle cherche à protéger sa souveraineté nationale sans avoir l'ambition de violer la souveraineté d'autrui. Sa défense est là pour la protéger du terrorisme et de la menace qu'il fait peser sur la sécurité et la stabilité de sa population, lui permettant ainsi de s'engager sur la voie du développement durable. Elle contribue à la réforme du système de gouvernance mondiale sans chercher la popularité. Elle promeut les outils mondiaux de la paix et de la médiation des conflits, tels que les tribunaux internationaux et les Nations Unies, en les renforçant et en respectant leur rôle et leurs résolutions.

« Nous n'avons pas besoin de « rafistoler » un modèle mondialiste de gouvernance, ni d'accepter le trope dominant incontesté de la démocratie libérale contre la dictature, mais nous devons repenser avec de nouvelles idées la façon dont nous pouvons apporter un nouveau paradigme dans la gouvernance. »

La Chine a peut-être des objectifs plus ambitieux, mais il reste à voir si elle réussira ou échouera à réaliser sa vision. Tout nouveau paradigme doit inclure l'égalité d'accès aux droits humains suivants pour toutes les personnes : le droit à des services de santé adéquats, le droit à l'éducation, le droit à la sûreté et à la sécurité, le droit à l'emploi, le droit à une alimentation nutritive, le droit de participer à la gouvernance et aux services, le droit à la protection du patrimoine culturel. Ces droits doivent être considérés comme inaliénables et doivent respecter l'unicité et l'intégrité culturelles. Ces propositions de droits de l'homme devraient être fondamentales pour un réexamen de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

Mais quel que soit le résultat final de la vision de l'Égypte, un nouveau paradigme qui inclut les préoccupations et les identités des nations émergentes du monde non occidental est maintenant sur la table pour que le monde l'examine. Nous n'avons pas besoin de « rafistoler » un modèle mondialiste de gouvernance, ni d'accepter le trope dominant incontesté de la démocratie libérale contre la dictature, mais nous devons repenser avec de nouvelles idées la façon dont nous pouvons apporter un nouveau paradigme dans la gouvernance.

Bibliographie

1. El Guindi, F. 1982 L'assassinat de Sadate et après : une évaluation actuelle du mouvement islamique égyptien. 2(5) :20-27 (1982). *Aperçu du Moyen-Orient* 2(5) :20-27.
2. 1986 L'ambiance en Égypte : chaleur estivale ou révolution ? *Middle East Insight* 4(4 & 5) :30-39.
3. 1993 Moubarak devrait convoquer des élections et se retirer. Dans le *Los Angeles Times*. Los Angeles.
4. 1998 L'ONU devrait agir pour protéger les femmes musulmanes. Dans *Newsday*. Pages A29 et suivantes.
5. 2003 Choix du prix Nobel Envoyez un message aux féministes américaines. Dans *Pacific News Service*
6. 2005 Faire face à l'hégémonie, résister à l'occupation. Dans *Résister au racisme et à la xénophobie : Perspectives mondiales sur la race, le genre et les droits de l'homme*. F.V. Harrison, éd., p. 251-268. Walnut Creek, Californie : Altamira Press.
7. 2006 « Si cela avait été votre visage, l'auriez-vous laissé tel quel ? » L'excision chez les Nubiens d'Égypte. Dans *L'excision : perspectives multiculturelles*. R.M. Abusharaf, éd. pp. 27-46. Philadelphie : Presses de l'Université de Pennsylvanie.
8. 2008 *La prière de midi : le rythme de l'islam*. Oxford : Berg Publishers.
9. 2014 *Personnes, groupes sociaux, pratiques culturelles : des diagrammes de Venn aux paradigmes alternatifs pour le développement durable*. Dans *Développement durable : une introduction centrée sur la région du Golfe*. P. Sillitoe, éd. pp. 460-480. Oxford : Berghahn Publishers.
10. 2018 Revisiter le « Printemps arabe ». *Eruditio : e-Journal de l'Académie mondiale des arts et des sciences* 2. (5)
11. 2018 Tobin, La vision de Liza Xi pour transformer la gouvernance mondiale : un défi stratégique pour Washington et ses alliés *Texas National Security Review* 2 (1).

* Voir <http://worldacademy.org/conferences/governance-law-dc-nov-2018> L' événement a été organisé en collaboration avec The Millennium Project <http://www.millennium-project.org>, « qui met en relation les futurologues du monde entier pour améliorer la prospective mondiale ». Il a été fondé en 1996 après une étude de faisabilité de trois ans avec l'Université des Nations Unies, la Smithsonian Institution, le Futures Group International et l'American Council for the UNU. Il s'agit aujourd'hui d'un groupe de réflexion indépendant à but non lucratif sur la recherche participative sur l'avenir qui rassemble des futurologues, des universitaires, des planificateurs d'entreprise et des décideurs politiques qui travaillent pour des organisations internationales, des gouvernements, des entreprises, des ONG et des universités. Le Projet du Millénaire gère un processus cohérent et cumulatif qui a recueilli et évalué les jugements de plus de 3 500 personnes depuis le début du projet.

† La Table ronde a déclaré que « [l]'évolution rapide de la société continue de dépasser le développement des institutions chargées d'orienter, de surveiller et de gérer l'éventail et l'ampleur croissants des possibilités et des défis qui se présentent. L'écart croissant entre les besoins de l'humanité et son système d'institutions actuel retarde considérablement nos progrès collectifs et menace de saper les progrès réalisés en matière de développement au cours du dernier demi-siècle et la réalisation des objectifs ambitieux fixés dans les ODD.

‡ Voir mon éditorial publié dans le Los Angeles Times El Guindi, F. 1993 « Moubarak devrait convoquer des élections et se retirer » qui prévoyait les événements du 25 janvier 2011

§ Sylvie Corbet et Angela Charlton, « Macron promet un allègement fiscal, exhorte au calme dans le but de réprimer les manifestations », Associated Press, 10 décembre 2018
<https://apnews.com/e3788b2dc7b14229be0eaadc7cc8b450>